

CIRCULAIRE

Destinataires Compagnies membres de l'ASA
Copie à Commission Fiscalité Vie, Commission Fiscalité générale, Commission juridique, Commission Questions juridiques Vie
Référence Circulaire 1/2024
Date 18 septembre 2024
Objet **LF sur l'imposition des rentes viagères et des formes de prévoyance similaires**

Madame, Monsieur,

Le 17 juin 2022, la loi fédérale sur l'imposition des rentes viagères et des formes de prévoyance similaires (ci-après « LF ») a été ratifiée par les conseils fédéraux. La loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD), la loi sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) et la loi sur l'impôt anticipé (LIA) ont été révisées. Les modifications correspondantes sont reprises dans la LF et entraînent des répercussions pour les assureurs en particulier sur la procédure de déclaration de l'impôt anticipé applicable aux prestations d'assurance provenant d'assurances de rentes viagères du pilier 3b ainsi que sur les attestations relatives à l'impôt sur le revenu pour ces mêmes prestations. Il convient notamment de tenir compte des points suivants :

1. Principes de base

En vertu du droit actuellement en vigueur, les prestations périodiques provenant de « rentes viagères » sont imposées à titre de revenu avec une part de rendement forfaitaire de 40% (art. 22 al. 3 LIFD). Dans le contexte des taux d'intérêt de ces dernières années, cette part de rendement a entraîné un besoin de réforme. À la place du forfait fixe, la LF introduit une adaptation flexible des parts de rendement imposables des rentes viagères en fonction des conditions de placement respectives au moment de la conclusion du contrat. À cet effet, l'art. 22 al. 3 LIFD est reformulé (ci-après : art. 22 al. 3 nLIFD).

Pour les prestations garanties provenant d'assurances de rentes viagères soumises à la loi sur le contrat d'assurance (LCA), la part de rendement est déterminée en fonction du taux d'intérêt technique maximal applicable à la conclusion du contrat. Cette part de rendement est valable pour toute la durée du contrat. Pour de plus amples détails, nous renvoyons au point 3.2. Les prestations excédentaires de ces contrats sont imposées avec une part de rendement uniforme de 70% (indépendamment du moment de la conclusion du contrat). La délimitation entre prestations garanties et prestations excédentaires est traitée au point 3.1.

Pour les prestations provenant d'assurances de rentes viagères étrangères, de contrats de rentes viagères ou d'entretien viager, le rendement est déterminé sur la base du rendement des obligations de la Confédération à

ASA | SVV

dix ans (art. 22 al. 3 let. c nLIFD). Pour ces relations contractuelles, la part de rendement est redéfinie à chaque période fiscale. En contrepartie de l'imposition des prestations susmentionnées, l'art. 33 al. 1 let. b LIFD est adapté de manière à ce que les prestations découlant de contrats de rentes viagères et d'entretien viager ne puissent plus être déduites forfaitairement à raison de 40%, mais en fonction de la part de rendement déterminée conformément à l'art. 22 al. 3 let. c nLIFD. Ainsi, pour ces contrats, la part déductible chez le débiteur correspond à la part imposable chez le bénéficiaire de la rente.

Ci-après, seules sont traitées les questions relatives à l'imposition des prestations provenant d'assurances de rentes viagères soumises à la LCA. L'imposition des assurances de rentes étrangères ainsi que celle des contrats de rentes viagères et d'entretien viager ne font pas l'objet de la présente circulaire.

Pour que le nouveau mode d'imposition des rentes viagères puisse être mis en œuvre correctement, les assureurs seront tenus de communiquer à l'AFC les informations pertinentes pour la procédure de taxation en se basant sur la LIA. À cette fin, la LIA est complétée par un nouvel alinéa (art. 19 al. 4 nLIA). Outre la déclaration de l'impôt anticipé, les assureurs seront tenus de délivrer au contribuable une attestation contenant les informations nécessaires. Ceci est réalisé par une extension de l'art. 127 al. 1 let. c LIFD.

Enfin, la LHID est adaptée en conséquence (art. 7 al. 2 nLHID). Cela permet ainsi de garantir que les modifications correspondantes de l'imposition des rentes viagères peuvent également être appliquées aux niveaux des impôts cantonaux et communaux.

2. Entrée en vigueur

La LF entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025. Deux remarques à ce sujet :

- D'une part, l'art. 7 al. 2 nLHID (imposition des rentes viagères) et l'art. 9 al. 2 let. b nLHID (déduction des rentes auprès du débiteur) entreront certes également en vigueur le 1^{er} janvier 2025. Il convient toutefois de tenir compte de l'art. 72 al. 1 LHID dans sa version du 1^{er} janvier 2022 actuellement valable. En vertu de cet article, les cantons adaptent leur législation aux dispositions de la LHID pour la date de l'entrée en vigueur de ces dernières. Lorsqu'elle fixe la date d'entrée en vigueur, la Confédération tient compte des cantons ; elle leur accorde en règle générale un délai d'au moins deux ans pour adapter leur législation.

La LF a été adoptée le 17 juin 2022. Le délai référendaire a expiré le 6 octobre 2022 sans avoir été utilisé. En conséquence, les cantons ont disposé de deux ans et à peine trois mois entre l'expiration du délai référendaire et l'entrée en vigueur pour adapter leur législation.

Selon l'art. 72 al. 2 LHID, les dispositions de la loi fédérale sont d'application directe si le droit fiscal cantonal s'en écarte. Il s'ensuit que les nouvelles dispositions de la LF ne sont pas seulement applicables au niveau de l'impôt fédéral direct, mais aussi aux niveaux des impôts cantonaux et communaux, et ce dès le 1^{er}

ASA | SVV

janvier 2025.

- Les dispositions concernant les attestations obligatoires selon l'art. 127 al. 1 let. c nLIFD entreront également en vigueur le 1^{er} janvier 2025. Début 2025, les assureurs établiront avant tout des attestations pour les prestations d'assurance provenant de rentes viagères de l'année fiscale 2024. Les prestations de cette année fiscale écoulée seront encore imposées selon l'ancienne méthode, c'est-à-dire avec une part de rendement uniforme de 40%. Des considérations analogues s'appliquent également à l'obligation de déclaration ressortant de l'art. 19 al. 4 nLIA. En l'espèce, des questions de délimitation se posent de manière transitoire ; elles sont abordées au point 4.11.

3. Questions relatives aux nouvelles dispositions

3.1. Délimitation entre « prestations garanties » (art. 22 al. 3 let. a nLIFD) et « prestations excédentaires » (art. 22 al. 3 let. b nLIFD)

Au regard de l'articulation de la loi, il est nécessaire de distinguer les prestations selon l'art. 22 al. 3 let. a nLIFD (« prestations garanties ») de celles selon la let. b (« prestations excédentaires »).

Considérant la genèse de cette modification de loi et les explications y relatives figurant dans le message du Conseil fédéral concernant la loi fédérale sur l'imposition des rentes viagères et des formes de prévoyance similaires du 24 novembre 2021 (« Message », p. 11 ainsi que 17 s.), il apparaît que seules les prestations déjà garanties au début du contrat tombent sous le coup de l'imposition du rendement selon l'art. 22 al. 3 let. a nLIFD (part de rendement selon la formule). En revanche, les prestations financées par des excédents demeurent imposables à 70%, même si les excédents sont venus augmenter la rente garantie et que le preneur d'assurance dispose désormais d'un droit acquis à la rente ainsi augmentée.

3.2. Compréhension de la notion « à la conclusion du contrat » (art. 22 al. 3 let. a nLIFD)

Le montant de la part de rendement imposable selon l'art. 22 al. 3 let. a nLIFD se détermine sur la base du taux d'intérêt technique maximal applicable « à la conclusion du contrat ». Or, les diverses dispositions légales n'utilisent pas une terminologie uniforme. Si l'art. 22 al. 3 let. a nLIFD indique seulement « à la conclusion du contrat », l'art. 47 al. 6 nOIA est plus précis en stipulant « la date de conclusion du contrat », tandis que l'art. 127 al. 1 let. c nLIFD mentionne « l'année de la conclusion du contrat ». Les différences de libellé des dispositions légales ne permettent pas de déterminer clairement ni de manière uniforme si seule l'année de conclusion est déterminante pour le calcul de la part de rendement ou si c'est la date exacte qui doit être prise en compte.

Il ressort du message que c'est l'année civile qui est déterminante (« Par conséquent, la part de rendement imposable est uniforme pour toutes les conclusions d'une même année civile, indépendamment du début du service de la rente. », Message, p. 17).

ASA | SVV

Il en résulte que la notion de « *moment de conclusion du contrat* » doit être comprise comme l'année civile considérée. Par conséquent, l'AFC publiera les parts de rendement applicables par période fiscale (année civile).

Par ailleurs, la question se pose de savoir comment interpréter la notion de « conclusion du contrat ». Dans ce contexte, le formulaire 561 utilise la notion de « début de l'assurance ». En la matière, la notice explicative du formulaire 561, point 8, précise qu'il faut renseigner dans le champ correspondant la date de début de l'assurance déterminante selon le contrat d'assurance ou la police. Ainsi, l'expression « moment de conclusion du contrat » correspond ici à l'année civile du début de l'assurance.

3.3. Compréhension de la notion de « taux d'intérêt technique maximal » (art. 22 al. 3 let. a nLIFD)

3.3.1. Généralités

En vertu de l'art. 22 al. 3 let. a nLIFD, le rendement se calcule sur la base du taux d'intérêt technique maximal défini conformément à l'art. 36 al. 1 LSA (en relation avec l'art. 121 al. 1 de l'ordonnance sur la surveillance des entreprises d'assurance privées, ordonnance sur la surveillance, OS) au moment de la conclusion du contrat (ci-après « taux d'intérêt maximal OS »).

Dans son message, le Conseil fédéral a publié des taux d'intérêt correspondants et les parts de rendement qui en résultent selon la formule pour la période pluriannuelle 2000 - 2021 (Message, p. 23).

Contrairement aux indications du tableau publié dans le message, seuls les taux d'intérêt pour les « polices à prime unique » en CHF sont utilisés dans la pratique pour déterminer les parts de rendement. Les taux d'intérêt pour les « autres polices » figurant dans le message ne sont pas appliqués, ceci pour des raisons d'économie de procédure et de faisabilité. Les taux d'intérêt pour les « polices à prime unique » sont par conséquent également valables dans le cas de polices libellées en monnaie étrangère.

Vous trouverez en annexe les taux d'intérêt applicables ainsi que les parts de rendement qui en résultent. Les parts de rendement imposables pour les futures périodes fiscales seront publiées chaque année sur le site Internet de l'AFC. Celle-ci s'efforcera de diffuser ces informations suffisamment en amont pour que les assureurs aient le temps de procéder à leur mise en œuvre au niveau technique.

Comme seule l'année de la conclusion du contrat (année civile) est déterminante pour le taux d'intérêt applicable (cf. point 3.2), l'ASA et l'AFC s'accordent sur le fait que le taux d'intérêt au 1^{er} janvier de la période fiscale considérée doit être utilisé pour toute la période fiscale.

3.3.2. Traitement des « versements supplémentaires » pendant la durée contractuelle

En vertu de la loi et du message, c'est le taux d'intérêt maximal OS au moment de la conclusion du contrat (année de conclusion) qui est déterminant pour la part de rendement applicable. Conformément au texte de loi et

ASA | SVV

pour des raisons de faisabilité, notamment au regard des anciens contrats, ce taux d'intérêt est également déterminant pour les versements supplémentaires effectués à une date ultérieure.

Le contrat ne saurait donc être divisé en différentes « niveaux » (pas de « classification par niveaux »). En conséquence, le contrat doit être considéré dans son ensemble comme une seule et même entité (« approche unitaire ») pour laquelle un seul taux d'intérêt et donc une seule part de rendement sont appliqués pour les prestations garanties conformément à l'art. 22 al. 3 let. a LIFD.

3.4. Prestations en capital provenant d'assurances de rentes

La jurisprudence actuelle du Tribunal fédéral concernant les prestations en capital provenant d'assurances de rentes (restitution des primes en cas de décès et prestations de rachat) n'est en principe pas affectée par les modifications de la loi (Message, p. 13). Au lieu de l'ancienne part de rendement de 40%, il faut désormais appliquer les parts en % calculées conformément aux nouvelles dispositions légales.

3.5. Coordination entre l'attestation relative à l'impôt sur le revenu et la déclaration de l'impôt anticipé

Conformément aux nouvelles dispositions légales, à partir du 1^{er} janvier 2025, les prestations de rente doivent faire l'objet d'une déclaration de l'impôt anticipé annuelle et non plus d'une déclaration unique. La déclaration contient différentes informations nécessaires à la taxation, notamment la part de rendement imposable. Dans le cadre de l'imposition sur le revenu, cette déclaration revêt donc une importance accrue dans la mesure où la déclaration de l'impôt anticipé contient les éléments concrets, imposables au titre de l'impôt sur le revenu.

Afin de garantir une imposition sur le revenu la plus fluide possible, les assureurs sont tenus d'établir l'attestation pour l'impôt sur le revenu (art. 127 al. 1 let. c LIFD) et la déclaration d'impôt anticipé en indiquant des éléments cohérents et congruents. Toute divergence entre la déclaration d'impôt anticipé et l'attestation relative à l'impôt sur le revenu peut déclencher une enquête de la part des autorités fiscales et entraîner un surcroît de travail pour l'assureur qui doit alors procéder aux clarifications nécessaires.

4. Questions techniques concernant la déclaration de l'impôt anticipé / l'attestation

4.1. Principes de la déclaration de l'impôt anticipé

Jusqu'à présent, les prestations provenant d'assurances de rentes du pilier 3b devaient être déclarées sur le formulaire 564 « Déclaration des rentes du pilier 3b ». Avec l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025 de la LF et des nouvelles dispositions légales relatives à l'imposition des rentes qui en découlent, la déclaration des prestations provenant d'assurances de rentes selon l'art. 22 al. 3 let. a et b nLIFD s'effectuera sur le nouveau formulaire 561 « Assurance de rentes viagères selon la LCA, pilier 3b ».

Pour la délimitation temporelle entre l'ancien et le nouveau droit, se reporter au point 4.11 ci-après.

ASA | SVV

Pour la délimitation entre les assurances de rentes selon l'art. 22 al. 3 let. a et b nLIFD et les autres prestations de rentes qui ne doivent pas être déclarées sur le formulaire 561, se reporter aux points 4.3 à 4.5.

4.2. Explications de l'AFC sur le formulaire 561

Pour les questions de détail concernant la manière de remplir le formulaire 561, nous renvoyons aux explications de l'AFC. Les remarques suivantes s'entendent comme un complément à ces dernières.

4.3. Délimitation entre rentes viagères temporaires et rentes certaines

D'après le Tribunal fédéral, les rentes viagères temporaires constituent une forme hybride de prestation périodique, à mi-chemin entre la rente certaine et la rente viagère classique (cf. arrêt 2C_437/2020 du 17 février 2021, consid. 3.2). D'un point de vue fiscal, une rente viagère temporaire doit être classée soit dans la catégorie des rentes viagères classiques, soit dans celle des rentes certaines.

Dans un souci de constance de la jurisprudence, le Tribunal fédéral a établi la délimitation suivante : les rentes viagères temporaires d'une durée inférieure à 5 ans doivent être traitées comme des rentes certaines sur le plan fiscal (concernant les rentes certaines, cf. les détails du point 4.4 ci-dessous), les rentes viagères temporaires d'une durée supérieure à 5 ans sont en revanche considérées comme des rentes viagères classiques (cf. arrêt 2C_596/2007 du 24 juin 2008, consid. 4.5).

Cette jurisprudence rendue sous l'ancien droit est également applicable sous le nouveau droit en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2025 (Message, p. 16).

Les rentes viagères temporaires sont considérées comme des rentes viagères du point de vue de l'impôt anticipé, indépendamment de leur durée, et doivent être déclarées avec leur part de rendement conformément à l'art. 22 al. 3 nLIFD. Le traitement dérogatoire en matière d'impôt sur le revenu des rentes viagères temporaires jusqu'à 5 ans inclus (imposition du rendement effectif selon la formule de la rente certaine) doit être effectué par l'autorité fiscale qui procède à la taxation.

4.4. Rapport entre les rentes certaines et les opérations de capitalisation

Avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance sur la surveillance des entreprises d'assurance privées (ordonnance sur la surveillance, OS) au 1^{er} janvier 2006, les assureurs n'étaient autorisés à conclure des contrats de rente certaine qu'en tant qu'option de paiement d'une prestation d'assurance échue. La prestation d'assurance échue n'était alors pas versée sous forme de prestation en capital unique, mais par tranches.

Le traitement des rentes certaines en matière d'impôt anticipé selon l'art. 47 al. 4 OIA reproduit en particulier les constellations décrites. Selon la disposition mentionnée, les rentes certaines doivent être déclarées à leur valeur actuelle, comme prestation en capital, lors du versement de la première rente ; les bases de calcul de la

ASA | SVV

valeur actuelle et l'échéance de la dernière rente doivent être précisées.

Avec l'OS, la branche d'assurance A6, « Opérations de capitalisation », a été créée le 1^{er} janvier 2006. Selon la pratique de l'AFC, les revenus des opérations de capitalisation doivent être qualifiés, du point de vue de l'impôt anticipé, de revenus de capitaux mobiliers au sens de l'art. 4 al. 1 LIA (Fisler/Desax [éd.], Die Praxis der Bundessteuern, Teil II, VStG Art. 4 Abs. 1 lit. a, Nr. 39). En conséquence, les prestations découlant de tels produits ne doivent pas être déclarées selon l'art. 7 al. 1 en relation avec l'art. 19 al. 1 LIA. Au contraire, les revenus soumis à l'impôt anticipé doivent être réduits de 35% conformément à l'art. 13 al. 1 let. a LIA.

Se pose donc la question de la délimitation entre les rentes certaines au sens de l'art. 47 al. 4 OIA et les opérations de capitalisation qui doivent être traitées conformément à l'art. 4 LIA.

Les rentes certaines qui, en raison de leur qualification au regard du droit de la surveillance, ont été déclarées lors du versement de la première rente comme modalité de versement d'une prestation en capital échue selon l'art. 47 al. 4 OIA conservent ce caractère. C'est-à-dire que le produit de leur rendement n'est pas soumis à l'impôt anticipé.

Les produits qui, du point de vue du droit de la surveillance, ont été qualifiés d'opérations de capitalisation (branche d'assurance A6) sont assujettis à l'impôt anticipé et relèvent de l'art. 4 LIA, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de déclaration, mais que le rendement soumis à l'impôt anticipé doit être réduit de 35%.

4.5. Assurances non constitutives de capital

Les assurances non constitutives de capital, par exemple les rentes en cas d'incapacité de gain ou les rentes d'invalidité du pilier 3b, sont imposées à 100% comme revenu conformément à l'art. 23 let. a ou b LIFD. Il faut continuer de déclarer ces rentes sur le formulaire 564, car elles ne sont pas concernées par le nouveau mode d'imposition des rentes viagères.

4.6. Numéro AVS pour le preneur d'assurance et la personne assurée

Le preneur d'assurance, la personne assurée et l'ayant droit doivent systématiquement être mentionnés sur le formulaire 561. Les champs relatifs au numéro AVS sont définis comme champ obligatoire pour l'ayant droit, et comme champs facultatifs pour le preneur d'assurance et la personne assurée. La définition comme champs facultatifs pour les rôles contractuels mentionnés est motivée par des raisons d'ordre purement technique.

D'un point de vue juridique, il convient de noter que le numéro AVS ne peut être utilisé que pour l'ayant droit (art. 38 al. 5 1^{re} phrase, LIA). Il n'existe aucune disposition légale autorisant la communication du numéro AVS du preneur d'assurance ou de la personne assurée dans la déclaration. Si et seulement si le preneur d'assurance et/ou la personne assurée est une seule et même personne avec l'ayant droit, les champs de ces personnes peuvent être remplis avec le numéro AVS.

ASA | SVV

À ce sujet, nous renvoyons au point 3.2 de la circulaire 1/2022 de l'ASA du 4 août 2022.

4.7. Date de versement

La date de versement ne doit être précisée que pour les prestations en capital; pour les rentes, il faut indiquer à la place la période au cours de laquelle les prestations considérées sont arrivées à échéance ou ont été versées (cf. point 3.4).

4.8. Monnaies étrangères

Les prestations qui, selon le contrat d'assurance, sont versées en monnaie étrangère, doivent impérativement être converties en francs suisses (CHF) dans la déclaration (cf. art. 4 al. 1 OIA). La mention du taux de conversion utilisé peut être renseigné dans le champ « Remarques ».

4.9. Déclaration et attestation en cas de décès

En cas de décès, les prestations versées sous forme de rente échues jusqu'au jour du décès pour la période fiscale considérée doivent être déclarées à l'attention des héritiers du preneur d'assurance. En dérogation à l'art. 19 al. 4 nLIA, la déclaration doit être établie dès les 30 jours suivant la fin du mois au cours duquel le décès est survenu (art. 19 al. 3 LIA). En effet, les autorités de taxation ont besoin des informations en question pour taxer en cours d'année les revenus du preneur d'assurance défunt. L'attestation relative aux prestations versées sous forme de rentes échues jusqu'au jour du décès doit également être établie en même temps, afin que les héritiers disposent des informations nécessaires à l'établissement de la déclaration fiscale correspondante.

Si une prestation en cas de décès est due sous forme de capital à la suite du décès du preneur d'assurance (restitution en cas de décès), la déclaration est effectuée conformément à l'art. 19 al. 3 nLIA dans les 30 jours suivant la fin du mois au cours duquel la prestation a été versée.

Si d'autres prestations sous forme de rente sont dues après le décès du preneur d'assurance, par exemple dans le cas d'une assurance sur deux têtes, la déclaration des rentes versées depuis le décès de l'ancien preneur d'assurance jusqu'à la fin de l'année civile a lieu dans les 30 jours suivant la fin de l'année considérée.

4.10. Limites bagatelle (*de minimis*) concernant l'impôt anticipé

Les seuils minimaux stipulés à l'art. 8 al. 1 LIA s'appliquent également à la déclaration des prestations provenant d'assurance de rentes viagères. Les prestations en capital inférieures ou égales à 5000 CHF et les prestations sous forme de rente inférieures ou égales à 500 CHF par an ne sont pas soumises à déclaration.

En revanche, ces prestations doivent néanmoins faire l'objet d'une attestation conformément à l'art. 127 al. 1

ASA | SVV

let. c nLIFD, même si elles n'excèdent pas les limites bagatelle (*de minimis*). Pour l'examen de la limite bagatelle, il faut prendre en compte aussi bien les prestations garanties que les éventuelles prestations excédentaires.

Si une prestation en capital inférieure à 5000 CHF est versée avant le 1^{er} janvier 2025 et une autre après cette date, et si, cumulées, les deux prestations excèdent 5000 CHF, la totalité de la prestation en capital est alors soumise à déclaration. En l'espèce, seule la part de rendement de la seconde prestation doit être déclarée conformément à l'art. 22 al. 3 nLIFD, car la première prestation est imposée avec une part de rendement uniforme de 40% selon l'ancien droit.

4.11. Questions relatives aux dispositions transitoires

4.11.1. Déclaration de l'impôt anticipé

L'art. 19 al. 4 nLIA entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025 et oblige les assureurs à annoncer à l'AFC les prestations périodiques des assurances de rentes viagères soumises à la LCA dans les 30 jours qui suivent la fin de l'année durant laquelle elles ont été exécutées. Une application stricte de cette disposition entraînerait des doublons pour les rentes versées en 2024.

Les rentes qui ont commencé à courir au cours de l'année civile 2024 ont déjà été déclarées conformément à l'art. 19 al. 3 LIA en relation avec l'art. 47 al. 5 OIA dans les 30 jours qui suivent l'expiration de chaque mois. Une rente qui est par exemple arrivée à échéance ou a été versée pour la première fois le 15 mai 2024 a été annoncée le 30 juin 2024. Il en résulte que les prestations échues ou versées en 2024 doivent être déclarées sur le formulaire 564 selon le mode de fonctionnement habituel.

Il est contraire à l'articulation de la loi de déclarer une nouvelle fois la même rente au 30 janvier 2025 en s'appuyant sur l'art. 19 al. 4 nLIA. Ainsi, ces données qui doivent être déclarées conformément à l'art. 47 al. 6 OIA servent au contrôle des éléments imposables applicables à partir de l'année fiscale 2025.

Il en va de même pour les prestations en capital provenant d'assurances de rentes viagères qui seront versées en décembre 2024. Celles-ci devraient être déclarées jusqu'au 30 janvier 2025, c'est-à-dire déjà en vertu du nouveau droit. Comme ces prestations en capital sont également encore assujetties à l'impôt sur le revenu selon l'ancien droit, elles doivent être déclarées au moyen du formulaire 564 selon la systématique habituelle. L'art. 47 al. 6 OIA s'applique donc aux prestations en capital échues ou versées à partir du 1^{er} janvier 2025.

4.11.2. Attestation

Les mêmes considérations s'appliquent pour l'établissement des attestations que pour la déclaration (cf. point 4.11.1). Les rentes d'assurance de rentes viagères échues ou versées au cours de l'année civile 2024 étant imposées selon l'ancien droit (part de rendement fixe de 40%), les dispositions relatives à l'établissement des at-

ASA | SVV

testations selon l'art. 127 al. 1 let. c LIFD s'appliquent conformément à leur version en vigueur jusqu'au 31 décembre 2024. Cela vaut aussi bien pour les rentes que pour les prestations en capital.

Il en ressort que l'attestation doit être établie selon l'ancien droit pour les prestations d'assurance de rentes viagères qui sont échues ou versées en 2024. Cela vaut aussi bien pour les rentes que pour les prestations en capital.

5. Remarques finales

La présente circulaire a été élaborée en coordination avec l'AFC. Elle entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Meilleures salutations
Association Suisse d'Assurance ASA



Sandra Kurmann
Directrice de la division des conditions cadre



Andreas Parison
Chef du département de la réglementation

ASA | SVV

Annexe

Taux d'intérêt technique maximal (art. 121 al. 1 OS) pour l'imposition des rentes viagères du pilier 3b selon l'art. 22 al. 3 let. a LIFD dans sa version valable à partir du 1^{er} janvier 2025 (y compris la part de rendement)

Remarques

Les taux d'intérêt ci-dessous s'appliquent à toutes les assurances de rentes viagères soumises à la LCA, indépendamment du financement et de la monnaie du contrat.

Tableau, voir page suivante

ASA | SVV

Année	Taux d'intérêt maximal	Part de rendement	Part de rendement Participation aux excédents
1930	2.50%	26%	70%
1931	2.50%	26%	70%
1932	2.50%	26%	70%
1933	2.50%	26%	70%
1934	2.50%	26%	70%
1935	2.50%	26%	70%
1936	2.50%	26%	70%
1937	2.50%	26%	70%
1938	2.50%	26%	70%
1939	2.50%	26%	70%
1940	2.50%	26%	70%
1941	2.50%	26%	70%
1942	2.50%	26%	70%
1943	2.50%	26%	70%
1944	2.50%	26%	70%
1945	2.50%	26%	70%
1946	2.50%	26%	70%
1947	2.50%	26%	70%
1948	2.50%	26%	70%
1949	2.50%	26%	70%
1950	2.50%	26%	70%
1951	2.50%	26%	70%
1952	2.50%	26%	70%
1953	2.50%	26%	70%
1954	2.50%	26%	70%
1955	2.50%	26%	70%
1956	2.50%	26%	70%
1957	2.50%	26%	70%
1958	2.50%	26%	70%
1959	2.50%	26%	70%
1960	2.50%	26%	70%
1961	2.50%	26%	70%
1962	2.50%	26%	70%
1963	2.50%	26%	70%
1964	2.50%	26%	70%
1965	2.50%	26%	70%
1966	2.50%	26%	70%
1967	2.50%	26%	70%
1968	2.50%	26%	70%
1969	2.50%	26%	70%
1970	3.25%	32%	70%
1971	3.25%	32%	70%
1972	3.25%	32%	70%
1973	3.25%	32%	70%
1974	3.25%	32%	70%
1975	3.25%	32%	70%
1976	3.25%	32%	70%
1977	3.25%	32%	70%
1978	3.25%	32%	70%
1979	3.25%	32%	70%

Année	Taux d'intérêt maximal	Part de rendement	Part de rendement Participation aux excédents
1980	3.00%	30%	70%
1981	3.00%	30%	70%
1982	3.00%	30%	70%
1983	3.00%	30%	70%
1984	3.00%	30%	70%
1985	3.00%	30%	70%
1986	3.00%	30%	70%
1987	3.00%	30%	70%
1988	3.00%	30%	70%
1989	3.00%	30%	70%
1990	3.25%	32%	70%
1991	3.25%	32%	70%
1992	3.25%	32%	70%
1993	3.25%	32%	70%
1994	3.25%	32%	70%
1995	3.25%	32%	70%
1996	3.25%	32%	70%
1997	3.25%	32%	70%
1998	3.25%	32%	70%
1999	3.25%	32%	70%
2000	3.00%	30%	70%
2001	2.75%	28%	70%
2002	2.75%	28%	70%
2003	2.50%	26%	70%
2004	2.25%	24%	70%
2005	2.25%	24%	70%
2006	2.00%	21%	70%
2007	2.00%	21%	70%
2008	2.00%	21%	70%
2009	2.00%	21%	70%
2010	1.75%	19%	70%
2011	1.75%	19%	70%
2012	1.50%	17%	70%
2013	1.50%	17%	70%
2014	1.25%	14%	70%
2015	1.25%	14%	70%
2016	0.50%	6%	70%
2017	0.05%	1%	70%
2018	0.05%	1%	70%
2019	0.05%	1%	70%
2020	0.05%	1%	70%
2021	0.05%	1%	70%
2022	0.05%	1%	70%
2023	0.05%	1%	70%
2024	0.05%	1%	70%